

BETHUNE, le 30 mai 2024

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCORI

Rue de la Loïne
62530 HERSIN-COUPIGNY

Références : 77-2024
Code AIOT : 0007000705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 22/05/2024 sur le site de l'établissement SCORI exploité rue de la Loïne à HERSIN-COUPIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été menée pour examiner les circonstances, la gestion et les conséquences du départ de feu survenu dans un atelier du site, dans la soirée du 21 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCORI
- Rue de la Loïne - 62530 HERSIN-COUPIGNY
- Code AIOT : 0007000705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : SEVESO Seuil Bas
- IED : Oui

Le centre de transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux exploité par SCORI à HERSIN-COUPIGNY, mis en service en 1987 sur une emprise foncière de 2,7 ha qui faisait partie antérieurement d'une cimenterie, est aujourd'hui rattaché au pôle IWS Chemicals du groupe SUEZ et emploie 35 personnes.

Il est spécialisé dans la fabrication de combustibles solides de substitution (CSS). Sur site sont réceptionnés des déchets pâteux en vrac, des déchets conditionnés, des emballages vides et matériaux souillés, et aussi des eaux souillées à haut point éclair.

Les activités du site se répartissent entre les unités suivantes :

- le laboratoire (acceptation des déchets, contrôle des produits sortants)
- le secteur de production de CSS : les déchets conditionnés sont broyés dans la tour de broyage (env. 12 000 t/an) puis mélangés en fosses aux déchets pâteux (env. 16 000 t/an). Le déchet pâteux et solide homogénéisé en fosse est alors repris par une pelle mécanique et mélangé à de la sciure (14 000 t/an) pour imprégnation avant acheminement par convoyeur vers un crible rotatif. Le criblage permet de séparer le produit fini (CSS 10 de granulométrie < 10 mm) des refus. Le CSS « PRECA » (plus grossier) est produit à partir du broyage des emballages souillés et refus de fabrication du CSS 10, à l'atelier de pré-broyage. L'établissement produit environ 40 000 t/an de CSS 10 et 5 000 t/an de CSS PRECA, valorisés principalement en cimenteries.
- le secteur constitué de la zone « Cuves Eaux souillées ». Ces effluents, d'un point éclair supérieur à 60 °C, transitent par un filtre dégrilleur avant d'être stockés dans les cuves dédiées. Ils sont destinés à l'incinération en cimenteries (6 000 t/an).

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, le site SCORI est autorisé par arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 1998, modifié par plusieurs arrêtés complémentaires (la liste des installations autorisées sur site est actée par celui du 28/01/2020). Cet arrêté complémentaire a acté le classement Seveso seuil bas du site (rubriques d'assimilation des déchets présents sur le site : 4130-2, 4150 et 4331).

Il est également assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24/11/2010 sur les émissions industrielles (rubrique principale 3510). Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT) ont été publiées le 17/08/2018 au JO de l'UE (décision d'exécution (UE) 2018/1147). L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 a fixé les prescriptions applicables au titre de cette décision. Un arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2022 a acté l'application au site SCORI des MTD à compter du 17/08/2022, à l'exception de la MTD n°45 pour laquelle une dérogation lui a été accordée.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Départ de feu : déroulement des faits, gestion, conséquences, suites	Arrêté Préfectoral du 1 ^{er} juillet 1998 modifié - articles 17.6.1 - 18.2.5 - 19 - 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'évènement déclencheur du départ de feu dans l'atelier "CSS 10" n'est pas directement lié au procédé et à ses installations fixes mais à un défaut sur la pelle à pneus, dont l'utilisation est requise dans l'atelier.

La dernière vérification réglementaire de cet engin de levage avait eu lieu le 11 mars dernier et concluait à l'absence d'anomalie.

Le système de détection dont est doté l'atelier et les dispositifs associés, déclenchés automatiquement, ont bien fonctionné et ont montré leur efficacité : la mousse déversée en grande quantité a permis d'éviter la propagation du feu aux déchets présents dans l'atelier.

Le personnel a appliqué les consignes en vigueur et a assuré une gestion efficace du sinistre. Compte tenu des moyens déclenchés, il est toutefois considéré par l'Inspection que l'exploitant aurait dû déclencher le POI établi pour le site, ainsi que le prévoit ce plan.

Un compte-rendu circonstancié comprenant un arbre des causes et le retour d'expérience / enseignements avec éventuelles améliorations sera transmis prochainement à l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Départ de feu : déroulements des faits et gestion, conséquences, suites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 1^{er} juillet 1998, articles 17.6.1 - 18.2.5 - 19 - 21

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques incendie

Prescription contrôlée :

17.6.1 Détecteurs d'atmosphère

Des détecteurs d'atmosphères inflammables ou explosives et d'incendie sont répartis dans l'usine selon les plans joints à l'étude des dangers.

Les indications de ces détecteurs sont reportées en salle de contrôle ou en salle de garde et actionneront :

- dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuel ;
- dans certains cas un système de protection particulière (par exemple, déclenchement d'un arrosage).

Des contrôles périodiques devront s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble de ces dispositifs.

18.2.5 Hall de préparation / mélange des solides et pâteux

Les trémies des broyeurs seront équipées de fusibles déclenchant l'action d'extincteurs à mousse attachés à chaque broyeur. La trémie est alors totalement recouverte de mousse.

Le même système de fusibles (détection de chaleur) existe au-dessus des fosses et des trémies, mais est relié au système de protection central.

De plus, l'ensemble du bâtiment est couvert par un détecteur U.V./I.R. et une mesure en continu d'explosimétrie.

La protection incendie est assurée par :

- une installation de détecteurs automatiques d'incendie adaptés aux types de feu (lents et courants) et à l'ambiance de l'unité (détection de flammes par des fusibles) ;
- une installation d'extinction à mousse moyen foisonnement (60) commandée par la détection ou par action manuelle pour couvrir les fosses ;
- la présence de réservoirs à mousse de 100l [...]

19 ORGANISATION DES SECOURS

Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir à la mise en service des installations un plan d'opération interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente[...]

21 ACCIDENT – INCIDENT

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des Installations Classées tout accident et incident survenu du fait du fonctionnement de ses installations qui serait de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans un délai de 15 jours suivant les faits, l'exploitant adressera à l'inspecteur un rapport comprenant :

- la description de cet accident ou incident,
- ses conséquences,
- les mesures prises pour revenir à une situation normale,
- ses origines et les mesures prises pour qu'il ne se reproduise plus.

Constats :

1- Les faits :

- à 18h47, le conducteur d'engin dans l'atelier "CSS 10" a ressenti une source de chaleur sur la pelle à pneus qu'il utilisait et a très vite observé des flammes qui s'échappaient du compartiment moteur de la pelle.
- le personnel d'exploitation présent dans l'atelier a pris la décision d'équiper immédiatement d'ARI (appareils respiratoires isolants) les deux personnes présentes dans l'équipe et formées à l'intervention avec cet équipement. Elles ont pu commencer très vite l'attaque des flammes au moyen des RIA (robinets d'incendie armés) présents dans l'atelier.
- à 18h50, le déluge (déversement de mousse) présent en toiture de l'atelier à l'aplomb des fosses de déchets s'est déclenché et le dispositif de ventilation dans l'atelier a été coupé : actions automatiques résultant de la détection de flammes (l'atelier est équipé de détecteurs infra-rouges et de détecteurs "VESDA" dont le principe est basé sur des prélèvements réguliers et l'analyse de composition de l'air prélevé).
- le personnel sur place s'est très rapidement aperçu qu'il ne pourrait maîtriser au moyen des RIA les flammes dégagées au droit de la pelle ; il a alors décidé de faire appel aux Secours et de prévenir le Directeur du site.
- le personnel a évacué le second engin présent dans l'atelier et ceux à proximité de ce même atelier, en vue d'assurer leur sauvegarde ; il a mis en place une surveillance des accès au site, d'une part pour garantir que d'éventuelles personnes étrangères au site et non concernées par le sinistre ne puissent pénétrer sur site et d'autre part pour guider les secours et intervenants attendus.
- la première équipe de secours est arrivée sur site à 19H10 (intervention sur site d'environ 30 sapeurs-pompiers : casernes de Béthune, Noeux-les-Mines et Bruay-la-Buissière).
- la mousse déversée dans l'atelier a très vite atteint une hauteur d'environ 1,8 m. Les sapeurs-pompiers ont décidé de stopper son déversement et d'ouvrir les portes de l'atelier pour pouvoir poursuivre plus efficacement l'intervention d'extinction des flammes au droit de la chargeuse, au moyen de lances-canon alimentées par les poteaux incendie du site.
- sur demande du Directeur à son arrivée sur site vers 19H45, les pompiers ont indiqué qu'il n'était pas nécessaire de déclencher le POI.

- l'intervention des pompiers s'est achevée peu avant 21H00 ; le personnel a maintenu une surveillance durant toute la nuit au sein de l'atelier sinistré.

Pour observation, l'exploitant a précisé que le maire d'Hersin-Coupigny et son adjoint et le maire de Barlin s'étaient rendus sur site avant la fin des opérations.

2- Les conséquences :

- sur le plan humain :

aucune conséquence n'est à déplorer (ni blessé, ni personne incommodée)

Pour observation, 7 à 8 personnes d'exploitation et la Société de gardiennage étaient sur site au moment du départ de feu.

- sur le plan environnemental :

* les fumées, résultant du feu limité à la pelleteuse, ont été dégagées à l'extérieur du bâtiment, notamment lors de l'ouverture des exutoires par les sapeurs-pompiers en fin d'intervention. Des photos du panache de fumées émis, relativement limité, ont été présentées à l'Inspection lors de la visite du 22 mai

* l'eau utilisée pour l'extinction (un peu moins de 100 m³) et la mousse ont rejoint le bassin de rétention de 750 m³, constaté sur site le 22 mai à un niveau de remplissage de moins de la moitié de sa capacité (ce bassin contenait environ 200 m³ d'eaux pluviales avant le sinistre). Au moment de l'inspection, les eaux du bassin avaient déjà fait l'objet d'un prélèvement pour analyse. En fonction des résultats, elles rejoindront le dispositif de pré-traitement interne (filtre à sable...) ou seront évacuées en qualité de déchets. L'émulseur utilisé ECOPOL 6 (fournisseur : BIO-EX SAS), est de nouvelle génération ; il s'agit d'une solution aqueuse tensio-active, facilement biodégradable ; il n'est pas de type fluoro-protéiné et ne contient pas de P-FAS (fiche de données de sécurité consultée lors de l'inspection : le produit contient du ButylDiGlycol Ether et de l'AlkylBétaïne).

* les opérations de nettoyage des déversements au sol (dans l'atelier concerné principalement et à proximité) ont été confiées à la Société SODI ; il a été observé qu'elles étaient en cours d'achèvement au moment de l'inspection : les déchets de nettoyage récupérés sont destinés à l'évacuation en filière cimentière.

- sur le plan matériel :

Les conséquences ont été limitées à la pelle à pneus. Le bâtiment et sa structure n'ont pas été touchés (noircissement observé de la paroi de l'atelier proche de la pelle à l'origine du départ de feu) ; l'éclairage dans l'atelier CSS 10 est resté opérationnel (il a été noté que seules les enveloppes plastiques de quelques anciens éclairages de type fluorescents, hors service mais maintenus dans cet atelier, avaient été déformées sous l'effet de la chaleur).

Les pertes d'exploitation seront très limitées : l'atelier CSS 20, indépendant, devait fonctionner dès l'après-midi du 22 mai ; le redémarrage de l'atelier CSS 10 était quant à lui simplement conditionné à l'évacuation de la pelle. Il a été vérifié sur le synoptique en salle de commande lors de l'inspection que l'intégralité du dispositif de détection était opérationnel ; le RTO, dispositif de traitement des rejets atmosphériques, a par ailleurs été maintenu en fonctionnement.

3- Observations de l'Inspection et suites envisagées

- L'évènement déclencheur n'est pas directement lié au procédé mais à un défaut sur la pelle. Lors de la visite, l'Inspection a demandé à pouvoir consulter le compte-rendu de sa dernière vérification réglementaire (périodicité de 6 mois : engin de levage) ; le document a été présenté : la vérification avait eu lieu le 11 mars dernier (conclusion : "aucune anomalie décelée"). La pelle à pneus de marque VOLVO avait été mise en service en juin 2021 ; elle n'appartient pas à SCORI ; elle est gérée en "full service" par un prestataire extérieur : TERRE-NET (groupe POISSON). La pelle avait aussi fait l'objet d'un nettoyage / soufflage des poussières par le personnel SCORI, le vendredi 17 mai. Elle fera l'objet d'une expertise par l'assureur.

- La chaîne de détection a bien fonctionné : systèmes de détection, dispositifs automatiques associés : équipements et alertes ; la Société en charge de la télésurveillance avait également reçu automatiquement l'alerte lors de la détection du sinistre. **L'Inspection a néanmoins demandé en fin d'inspection à ce que le compte-rendu de dernière vérification des détecteurs d'incendie dans l'atelier, non consulté sur place, lui soit transmis.**

- Les déversoirs de mousse, judicieusement implantés à l'aplomb des fosses de déchets, n'ont pas permis de cibler la pelle en feu (l'extinction a nécessité l'utilisation des lances-cannos des pompiers) mais la mousse a permis d'éviter la propagation du feu aux déchets présents dans l'atelier ; une recharge en émulseur est programmée au plus vite par le fournisseur ; son caractère effectif devra être confirmé à l'Inspection compte tenu du redémarrage des ateliers.

- Au regard des moyens déployés (déluge, appel des secours...), l'Inspection considère que l'exploitant aurait dû, assez tôt après l'apparition du sinistre, déclencher le POI établi pour le site, ainsi que le prévoit le logigramme d'alerte de ce plan dans ces circonstances en cas d'incendie.

- L'exploitant n'a pas prévenu directement l'Inspection du sinistre car le Sous-Préfet de Béthune lui a indiqué au cours de son échange téléphonique au moment du sinistre, vers 20h30, lui avoir déjà relayé l'information.

- Un compte-rendu circonstancié comprenant un arbre des causes et le retour d'expérience / enseignements avec éventuelles améliorations sera transmis très prochainement. Y seront en outre annexés le compte-rendu de la dernière vérification des dispositifs de détection incendie dans l'atelier CSS 10, le justificatif de recharge en émulseur, les justificatifs d'intervention de nettoyage de la Société SODI.

Type de suites proposées : Sans suite